



Quatrième Commission d'étude
Droit public et social

Questionnaire
2025
Bakou

L'impact de règles de non-concurrence et loyauté/confidentialité dans un marché
d'économie mondiale

Date limite le 15 juillet 2025

Veillez envoyer vos réponses à :

Secretariat@iaj-uim.org

Avec une copie à :

Margaret_mckeown@ca9.uscourts.gov

et

Paulo.dornelles@trt4.jus.br

La mobilité professionnelle est devenue de plus en plus fréquente dans un monde globalisé, où les talents se déplacent entre entreprises et même au-delà des frontières. Dans ce contexte, les clauses de non-concurrence, loyauté et confidentialité jouent un rôle crucial dans la protection des intérêts commerciaux mais soulèvent aussi des enjeux pour les travailleurs dans un marché de compétition.

Ce questionnaire a comme objectif de comprendre comment différentes juridictions réglementent et appliquent de telles clauses restrictives, notamment quant à leur légalité, leur efficacité et leur compatibilité dans un marché du travail mondialisé. Nous voulons explorer comment les tribunaux interprètent ces clauses et comment leur implication impacte tant les entreprises que leurs employés.

Autant que possible, les réponses devraient être basées sur la législation et la jurisprudence pertinente ainsi qu'avec des données académiques ou officielles.

Questions :

1. Votre pays a-t-il une législation concernant les clauses de non-concurrence, de loyauté et de confidentialité ? Si oui, quels sont les principales dispositions légales ?
2. Y a-t-il des précédents judiciaires pertinents ou de la jurisprudence concernant la validité et l'application de ces clauses ? Y a-t-il des divergences entre les différents tribunaux ? S'il vous plaît donner des exemples concrets de décisions et de leur impact.
3. Quels sont les critères utilisés dans votre pays pour déterminer la validité de ces restrictions contractuelles, notamment quant à la portée territoriale, la durée et le type de travail qui peut être restreint par de telles clauses ? Y a-t-il des limites ou des exigences spécifiques pour leur application ?
4. En pratique, comment ces clauses impactent-elles sur le marché du travail et la concurrence dans votre pays ? Sont-elles efficaces pour protéger les entreprises, ou constituent-elles plutôt une entrave à la mobilité des travailleurs ? L'internet et/ou le travail à distance affectent-ils la force exécutoire de ces clauses ? Y a-t-il des défis spécifiques dans le contexte d'une économie mondiale ?

Propositions pour le thème de l'année prochaine

Nous invitons les associations nationales à soumettre des suggestions de sujets de discussion pour la prochaine réunion (2026), dans le cadre de notre Commission d'étude sur le droit public et social. Vos idées et propositions seront très précieuses pour élaborer l'ordre du jour des débats futurs sur les défis juridiques importants et émergents. Les suggestions devraient être incluses dans le rapport de réponse à ce questionnaire.